

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18779 - 73ÈME ANNÉE

Discussions entre l'Union européenne et le Mercosur

Sucre : le Brésil inquiète



La campagne sucrière bat son plein à La Réunion.

Alors qu'à La Réunion la campagne sucrière bat son plein, c'est également le cas au Brésil qui a déjà exporté plus de 7,7 millions de tonnes de sucre depuis le début de la coupe. La reprise des discussions entre l'Union européenne et le Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay) inquiète 4 organisations européennes de fabricants de sucre et d'éthanol.

En date de juillet 2017, la dernière note de conjoncture de FranceAgriMer analyse le marché du sucre pour le mois d'avril 2017. Elle reflète également l'inquiétude du secteur au sujet de l'après-quota. En effet, l'Union européenne mène des discussions commerciales avec des pays exportateurs de sucre dont le Brésil. La note de conjoncture précise ceci :

« L'Union européenne et les pays latino-américains du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay) ont renoué officiellement, lundi 17 mai, leurs négociations en vue d'un accord commercial de libre-échange. L'accord suscite toutefois des interrogations et inquiétudes, une fois toutes les barrières douanières supprimées. Celles-ci concernent pour l'essentiel nos produits agricoles sensibles : notamment l'éthanol et le sucre et peut-être plus encore, dans les régions ultrapériphériques, les sucres spéciaux et le rhum. 4 organisations européennes : le CEFS (fabricants de sucre), la Cibe (betteraviers), ePure (producteurs d'éthanol) et l'Effat (syndicats de l'alimentation et de l'agriculture) ont appelé le 3 juillet, dans un communiqué, les négociateurs de l'UE à ne pas faire au Mercosur de « concessions sur le sucre et l'éthanol » ; les 4 organisations s'insurgent contre le fait que le secteur brésilien du sucre et de l'éthanol, qui bénéficie déjà de concessions commerciales bilatérales de la part de l'UE, demande un accès supplémentaire et substantiel au marché européen pour ces produits ».

Tendance à la baisse du cours mondial

Pour le sucre, les derniers chiffres publiés par FranceAgriMer donnent la situation suivante : le Brésil dispose d'un contingent de 330.000 tonnes. Depuis le début de l'année, 264 usines ont produit plus de 11 millions de tonnes de sucre. Une bonne partie de la production est exportée. En juin dernier, le Brésil a exporté 3,13 millions de tonnes de sucre dont 453.222 tonnes de sucre blanc. Au cours des trois premiers mois de la campagne sucrière au Brésil, ce pays a vendu à l'étranger pour 7,73 millions de tonnes de sucre, contre 6,31 millions de tonnes de sucre l'an dernier pour la même période.

Par ailleurs, la tendance du cours mondial est à la baisse. Après avoir dépassé 450 euros la tonne pour le sucre brut, et 500 euros pour la tonne de sucre blanc en octobre 2016, les cours sont respectivement de 260 euros et 330 euros.

Dans l'Union européenne, le prix du sucre couvert par le quota était de 497 euros la tonne de sucre blanc en mai 2017. Pour la production hors quota, le prix moyen le même mois était de 346 euros la tonne de sucre blanc. Rappelons que jusqu'au 1er octobre, le prix d'intervention de l'Union européenne est fixé à 404 euros la tonne de sucre blanc. Ce prix plancher disparaîtra avec la fin des quotas.

Stratégie industrielle

L'inquiétude des organisations européennes de producteurs de sucre souligne que les difficultés sont loin d'être terminées. La fin des quotas signifie d'une part une concurrence accrue entre les Européens, car les sucreries pourront désormais produire sans limite. C'est donc « la main invisible du marché » qui fixera le prix. Le marché européen n'étant pas extensible, une offre plus importante tirera les prix vers le bas.

La crainte des Européens vient de la concurrence venue du Brésil. À lui seul, ce pays est capable d'exporter en une année une quantité de sucre représentant plusieurs fois la consommation de l'Europe. L'Union européenne est un des marchés les plus solvables du monde. C'est donc la possibilité pour les producteurs brésiliens de vendre leur

sucré à un meilleur prix qu'aujourd'hui, tout en étant capable de proposer un tarif inférieur à leurs concurrents européens.

Il est à noter que des industriels ont décidé de jouer sur plusieurs tableaux. Tereos est en effet un des premiers producteurs de sucre de canne au Brésil. Si le marché européen s'ouvre davantage au sucre brésilien, Tereos ne sera pas perdant.

Discussions globales

Le résultat de ces discussions est donc à suivre attentivement. Une des revendications des producteurs de sucre de canne de La Réunion et des Antilles est l'exclusion de cette marchandise des accords commerciaux de l'Union européenne. Ces accords ne portent pas seulement sur l'agriculture mais également l'industrie et les services. Si l'Union européenne refuse d'ouvrir plus ses portes au sucre du Brésil, le Brésil pourrait tout aussi bien acheter des avions en Chine ou aux États-Unis plutôt qu'aux Européens, ce qui constituerait un manque à gagner et des emplois en moins en Europe.

Ces discussions engagent également l'avenir de la production sucrière à La Réunion, sans que les Réunionnais puissent y défendre leurs intérêts. Ce sont en effet les négociateurs de l'Union européenne qui ont mandat pour agir au nom de tous les États membres. L'accord qui sera signé s'imposera donc à tous ces États et donc à La Réunion.

M.M.

Nou lé Kapab

NON à la baisse des contrats aidés

URGENCE N°1 : Maintenir le nombre de contrats aidés prévu pour l'année 2017. Menace sur la rentrée scolaire, sur le service public, le tissu économique...

On ne peut pas du jour au lendemain supprimer les contrats aidés sans apporter une solution alternative.

NON à la précarité

URGENCE N°2 : Trouver une alternative durable, concertée et adaptée aux besoins de la population. En finir avec les contrats précaires qui ont créé plus de précarité et qui font l'objet de trop de dérives. Il est urgent de réunir tous les acteurs dans une conférence exceptionnelle de l'emploi pour mettre tout à plat (le recrutement, les besoins, le financement, l'optimisation et la mutualisation des tâches, la formation, l'insertion professionnelle...).

<https://www.change.org/p/emmanuel-macron-non-à-la-baisse-des-contrats-aidés>

Edito

La Réunion pas à l'abri d'un glissement de terrain comme à Freetown

Des pluies diluviennes apportées par la mousson ont été à l'origine de catastrophes en Asie : plus de 200 morts en Chine, au Népal et en Inde. En Afrique de l'Ouest, un phénomène analogue a fait encore plus de victimes. La Sierra-Leone connaît actuellement ses plus graves inondations depuis plus de 20 ans. Plus d'un million de personnes vivent dans la capitale Freetown. Elles ont les pieds dans l'eau. Plus grave, un glissement de terrain a emporté un quartier sur son passage. Plus de 300 morts sont déjà dénombrés. Les hôpitaux sont déjà débordés.

Deux phénomènes sont en jeu : la croissance de la population et le changement climatique. L'Afrique de l'Ouest a déjà connu des inondations aussi importantes, mais c'était voici plus de 20 ans. La population était alors moins importante. Les victimes des inondations de Freetown affirment que les égouts sont sous-dimensionnés. Ce qui veut dire que la construction des réseaux n'a pas accompagné l'augmentation de la population. Par ailleurs, le quartier touché se situe au pied d'une colline dont un pan s'est détaché. Cette zone est manifestement dangereuse, était-elle habitée il y a 20 ans ?

Le changement climatique apporte lui son lot de phénomènes extrêmes, dont les pluies diluviennes qui favorisent les glissements de terrain. La Réunion n'est pas à l'abri de ces catastrophes. Nombreux sont les Réunionnais à vivre dans des zones à risque. Certaines d'entre elles sont densément peuplées, notamment les villes du littoral Ouest. En 1948, un cyclone avait transformé le centre-ville de Saint-Leu en un lit de rivière d'où émergeaient quelques maisons. Plus de 200 personnes avaient perdu la vie. La Réunion comptait alors à peine 250.000 habitants. Aujourd'hui, la population de notre île est trois fois et demi plus importante. L'ampleur des catastrophes est donc automatiquement amplifiée.

La Sierra-Leone peut apparaître lointaine, mais ce qui s'y passe doit accentuer la prise de conscience de la vulnérabilité de la population réunionnaise aux catastrophes climatiques.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Un article de Salim Lamrani

50 vérités sur Gabriel García Márquez

L'écrivain colombien, génie du réalisme magique dont les écrits ont marqué à jamais l'histoire littéraire universelle, s'est éteint au Mexique le 17 avril 2014 à l'âge de 87 ans.

Gabriel García Márquez a toujours affirmé ses opinions politiques progressistes. Il les a publiquement assumées : « [Mes détracteurs ont] réalisé des efforts constants pour diviser ma personnalité : d'un côté, l'écrivain qu'ils n'hésitent pas à qualifier de génial, et de l'autre, le communiste féroce [...]. Ils commettent une erreur de principe : je suis un homme indivisible, et ma position politique obéit à la même idéologie avec laquelle j'écris mes livres ». Il déclarera également : « Je continue à croire que le socialisme est une possibilité réelle, que c'est la bonne solution pour l'Amérique latine ».

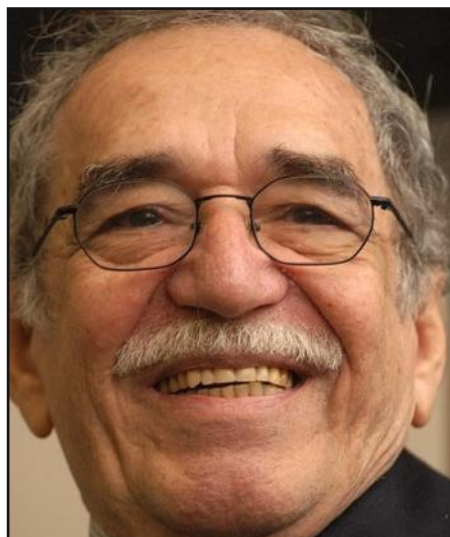
De 1967 à 1975, Gabriel García Márquez réside à Barcelone la plupart du temps et s'inspire de la figure du dictateur vénézuélien Juan Vicente Gómez pour rédiger *L'automne du patriarche*. En Espagne, l'écrivain colombien fréquente de nombreux intellectuels progressistes opposés à la dictature du général Franco.

En 1974, avec plusieurs intellectuels et journalistes, Gabriel García Márquez fonde la revue *Alternativa* en Colombie qui durera jusqu'en 1980. L'écrivain y publie des articles politiques sur la Révolution des Œillets au Portugal, s'intéresse à la Révolution Sandiniste, dénonce la dictature de Pinochet et exprime son soutien pour la Révolution cubaine.

En 1981, il profite d'une visite officielle de Fidel Castro en Colombie pour retourner dans son pays. Néanmoins, l'Armée et le Président Julio César Turbay Ayala l'accusent de financer la guérilla M-19. Alerté par des amis de son imminente arrestation, il parvient à obtenir l'asile politique au Mexique. Reconnaisant, il dira à ce sujet : « Il n'y a pas de meilleur service de renseignements que l'amitié ».

En 1982, Gabriel García Márquez devient le premier Colombien à obtenir le Prix Nobel de littérature « pour ses romans et histoires courtes, où le fantastique et le réel sont combinés

dans un monde tranquille de riche imagination, reflétant la vie et les conflits d'un continent ».



Dans son discours d'acceptation, Gabriel García Márquez dénonce la tragique réalité politique et sociale latino-américaine : « Il y a onze ans, un des poètes illustres de notre temps, le Chilien Pablo Neruda, a illuminé cette atmosphère avec son verbe. Dans les bonnes consciences de l'Europe, et parfois dans les mauvaises également, les nouvelles fantasmagiques de l'Amérique latine, cette immense patrie d'hommes hallucinés et de femmes historiques, dont l'entêtement sans fin se confond avec la légende, ont surgi depuis avec plus d'énergie que jamais. Nous n'avons pas eu un instant de répit. Un Président prométhéen retranché dans son palais en flammes est mort en combattant seul contre toute une armée, et deux désastres aériens suspects et jamais éclaircis ont ôté la vie d'un autre au cœur généreux, et celle d'un militaire démocrate qui avait restauré la dignité de son peuple. Durant ce laps de temps, il y a eu 5 guerres et 17 coups d'Etat, et a surgi un dictateur luciférien qui, à notre époque, s'est rendu coupable, au nom de Dieu, du premier ethnocide d'Amérique latine. Pendant ce temps, 20 millions d'enfants latino-américains mourraient avant d'atteindre l'âge de deux ans, un total supérieur à

ceux qui sont nés en Europe occidentale depuis 1970. Les disparus pour des motifs de répression sont presque 120.000, et c'est comme si aujourd'hui, on ne savait pas où se trouvent tous les habitants de la ville d'Upsala. De nombreuses femmes enceintes ont accouché dans des prisons argentines, mais on ignore toujours l'identité de leurs enfants ni l'endroit où ils se trouvent, car ils ont été clandestinement adoptés ou internés dans des orphelinats par les autorités militaires. Près de 200 000 femmes et hommes dans tout le continent sont morts, et près de 100 000 ont péri dans trois petits pays d'Amérique centrale pleins de bonne volonté, le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala, car ils souhaitent le changement. Si cela avait eu lieu aux Etats-Unis, le chiffre proportionnel serait de 1,6 millions de morts violentes en quatre ans. Un million de personnes, soit 10 % de sa population, ont fui le Chili, pays aux traditions hospitalières. L'Uruguay, une minuscule nation de 2,5 millions d'habitants que l'on considérait comme le pays le plus civilisé du continent, a perdu en exil 20 % de ses citoyens. La guerre civile au Salvador a fait depuis 1979 un réfugié toutes les 20 minutes. Le pays que l'on pourrait constituer avec tous les exilés et émigrés forcés d'Amérique latine aurait une population plus importante que la Norvège. J'ose penser que c'est cette réalité démesurée, et pas seulement son expression littéraire, qui a mérité cette année l'attention de l'Académie suédoise des Lettres. [...] Pourquoi l'originalité qui nous est admise sans réserves dans la littérature nous est-elle niée avec toutes sortes de soupçons pour nos tentatives si difficiles de changement social ? Pourquoi penser que la justice sociale que les Européens éclairés essaient d'imposer dans leurs pays ne peut pas être également un objectif latino-américain avec des méthodes distinctes dans des conditions différentes ? »

Salim Lamrani

Lettre ouverte du SAIPER au ministre de l'Éducation nationale



Le coût non prévu et exorbitant d'une réforme en signe-t-elle l'impréparation et est-ce - à l'ensemble de la communauté éducative d'en payer le prix fort ?

Cela traduit sans aucun doute le manque flagrant d'une quelconque vision de l'école, vue uniquement sous le double joug d'un catalogue de propositions faites dans un but électoraliste et d'un budget contraint.

Le choix du gouvernement a été de faire plaisir aux parents en mettant en place les CP dédoublés dans les zones de l'éducation prioritaire alors même que cette réforme dont les bénéfices pour les élèves sont loin d'être prouvés va obérer à court terme toute l'éducation nationale.

Initier cette réforme avec un budget à moyen constant ne pourra être réalisé qu'en amputant des pans entiers de l'école :

Pour commencer, ce sont les personnels qui vont être les premiers à en supporter le coût financier : gel du point d'indice, journées de carence, non application des augmentations salariales alors que celles-là sont déjà votées dans le cadre du PPCR...

La création de 12 000 postes d'en-

seignants dévolus aux classes de CP et CE1 dédoublés, à moyens constants se fera en supprimant : les postes de remplaçants, le dispositif PDMQDC, voire même à terme par la suppression des RASED ; mais cela n'y suffira encore pas... L'augmentation du nombre d'enseignants va se faire dans certaines circonscriptions situées en REP et REP+ ; là encore il va falloir réorganiser les services des inspecteurs et modifier

la sectorisation créant encore un travail supplémentaire de la part des services de l'Etat sans que le bénéficiaire n'en soit étayé, sans que ce bénéficiaire ne se fasse au détriment des autres élèves : par l'augmentation mécanique du nombre d'élèves notamment.

La création des classes pour accueillir les élèves de ces classes supplémentaires oblitérera tout autre budget à destination des écoles de la part des mairies.

Nous ne pouvons que constater qu'encore une fois, les réformes s'enchaînent sans même avoir été évaluées ; l'expérimentation des classes de CP à faible effectif n'est qu'une vieille antienne réitérée et présentée comme une nouveauté.

Autant l'évaluation des jeunes élèves est contestable, autant l'évaluation objective de dispositifs qualifiés d'expérimentaux devrait l'être pour qu'il soit possible d'avancer.

Sonia Delrieu
pour Le bureau du SAIPER

La FSU demande audience au ministre

Dans le cadre de la venue de M. Blanquer, Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, la FSU Réunion sollicite une audience pour y aborder les questions du système éducatif et des personnels dans notre académie.

La Réunion cumule en effet un certain nombre de points critiques sur des sujets aussi importants que la maîtrise de la langue, le décrochage scolaire, les violences, le taux d'encadrement, le recours massif aux

personnels précaires, le bâti scolaire,...

La FSU questionnera le Ministre sur la pertinence de la précipitation avec laquelle les réformes sont imposées, et comment, dans le cadre d'une politique de restriction budgétaire, il compte sortir notre académie de cette situation qui dure depuis bien trop longtemps.

Le Bureau Exécutif de la FSU Réunion, 14 août 2017

In kozman pou la rout

« Tou l'tan la tête pankor koupé, li espèr port shapo »

Kozman-la, mi trouv li lé intèrésan. Pou kosa ? Dabor pou in n'afèr istorik pou nou bann zabitan in koloni la koni l'èsklavaz. Zot i koné, dann tan, z'èsklav l'avé pòin lo droi port shapo é sé arienk kan zot té fine gingn lo tit sitoiyin-zot té afranshi - ké zot l'avé so droi-la. Mi pans zot i rapèl kozman moin la fine marké dopi inn-dé z'ané déza, i rapèl in pé sak moin la mark zordi, é téi di konmsa : « La pa pars moin lé pov, moin la pèrd mon droi port shapo ! ». Dézyèm rézon, mi yèm kozman-la, sé pars sé in kozman l'èspoir : sa i vé dir ziska lo dèrnyé moman ou i espèr ou i sava sov aou. Zot i koné koméla, isi, shé nou nana in suisid troi zour an troi zour, alor zot i konpran pou kosa mi di kozman-la lé optimist. Alé ! mi lèss azot kass z'ot tête la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

La Rényon nora té fine shanj figuir, sa lé sir

Matant Zélida la ékrir Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, mi antan azot apré parl l'anvironeman : fé pa si, fé pa la, lo bon jèss i fo an avoir, lo mové jèss i fo pa an avoir... Mi soré dir koman sa i ènèrv amoin ! Zot i pans vréman triy bann déshé-bak jone, bak vèr, bak gri - sar in bon n'afer pou nou bann pov tèrien ? Moin pèrsonèl mi fé konm dann tan lontan é mi voudré oir in moun politik vien dir amoin in n'afer ! Tout fason, moin la fine dir, lo zour Bondyé la desid fini avèk l'imanité, zour-la sar fini n, i, ni. Nout déstin si bann mové moun i kontinyé gouvèrn la tèr, sar konm Sodome avèk Gomor an pli gran. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz toultan la boush rouvèr, shak foi ou i koz, konm i di, na in l'imbésil i rouv la boush. Pars, matant, si mi souvien bien, ou i yèm bien out pti shé soi, ou i yèm bien out plant, out linj lé bien prop dsi la kord, bien ropasé dé k'ou la ramasé, out kour lé prop lé frèsh. Sa lé bien ! Pou kosa sète out bann voizin sré pa konm la v'ote ? Pou kosa bann lyé piblik sré pa konmsa ? Pou kosa la natir an zénéral sré pa gayar konmsa ? Ou i pé pa trouv in bon rézon pou dir amoin. Sof ou i s'anfou dsa é sa la pa in bon répons.

Ou parl lo triyaz déshé : mi pans pa sa lé si difisil ké sa pou fé. Figir aou matant dann in péi konm La Suis néna ziska sink sis kalité poubèl : na inn pou papyé, na inn pou plastik, na inn pou métal, na in n'ot pou rès manzé, déshé la kuizine na inn pou déshé vèr, na inn pou boutèye, pi pétète ankor d'ot. I iré bann poubèl la sa lé astiké konm pou alé dann salon. Fransh vérité !

Pou kosa i fé sa matant ? Pou la po d'patate ? Non va. Dabor, pou la vil ète prop épiz'apré pou lo rosiklaz. Rosiklaj ? Oui matant, pars la-ba banna i rosikl ziska soisanz pour san bann déshé. Sa i vé dir i sèrv bann déshé pou fabrik tout sort kalité z'afer demoun la bézoin. Papyé rosiklé ? Sé pou bann l'ékol, bann l'univèrsité, bann zoinal, l'anbalaz épi d'ot z'afer ankor. Lo kuiv rosiklé ? Sa i ropar dan l'izine pou fé tout kalitd'truk. Lo fèr rosiklé, l'aliminiome, parèy... Déshé d'kuizine, épi déshé vèr rosiklé i sava pou fé l'angré natirèl. Dizon sa sé lo bann baz pou tout in l'industriy, é tout l'aktivité in kantité d'moun. Ou i trouv pa sa lé bon ? Tok ! Pran sa pou ou !

NB Dann son kanpagn pou zéléksyon 2010 Paul Vergès téi anparl de sa. Domaz li la pèrd pars sansa sè-tan apré la Rényon nora té fine shanj figuir. Sa lé sir !

Justin